

Conditions Générales de Vente et de Livraison d'ECOMAL BELGIUM BV

I. Généralités, portée

1. Les présentes conditions générales de vente et de livraison d'ECOMAL BELGIUM BV, dont le siège social est sis Battelsesteenweg 455E, 2800 Malines (Belgique) et enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro d'entreprise 0415.494.946 (ci-après également « **Fournisseur** ») s'appliquent à toutes relations commerciales présentes et futures avec des entrepreneurs (article I.1,1° du Code de droit économique belge (CDEB)), des personnes morales de droit public ou des organismes ou fonds spéciaux de droit public (ci-après dénommés « **Acheteur** »).
2. Les conditions générales divergentes ou supplémentaires de l'Acheteur ne feront partie du contrat que si et dans la mesure où le Fournisseur a expressément accepté leur applicabilité.

II. Offres et conclusion du contrat, spécifications du produit

1. Sauf indication contraire expresse, les prix indiqués par le Fournisseur seront valables pendant trente (30) jours calendaires ; à l'exception de cela, les offres du Fournisseur ne sont pas contraignantes. Pour la portée de l'obligation du Fournisseur en vertu du contrat, la confirmation de commande écrite du Fournisseur fait foi (y compris par courriel, fax). La commande sera réputée acceptée lors de la confirmation écrite de la commande ou lors de l'expédition des marchandises.
2. L'Acheteur ne peut pas transférer ses droits contractuels à des tiers sans le consentement écrit préalable du Fournisseur.
3. Les échantillons de produits sont considérés comme des pièces illustratives sans engagement et à des fins de démonstration uniquement. Sauf accord contraire entre les parties par écrit (y compris courriel, fax), toutes les livraisons seront effectuées sur la base de la fiche technique du produit respectif valable au moment de la conclusion du contrat. Le même principe s'applique en cas de modifications du produit conformément aux spécifications de l'Acheteur, en tenant compte des informations divergentes et/ou supplémentaires dans la fiche technique.
4. En cas de modifications du produit conformément aux spécifications de l'Acheteur, tout dessin et tout document fournis par l'Acheteur demeureront la propriété de l'Acheteur. Cependant, le Fournisseur sera autorisé à mettre les dessins et documents fournis par l'Acheteur à la disposition de tiers (en particulier les fabricants) si cela est nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles du Fournisseur. En outre, le Fournisseur peut stocker électroniquement toutes les données fournies par l'Acheteur dans le cadre de son système standard de sauvegarde des données.

III. Prix et conditions de paiement

1. Sauf accord contraire, les prix du Fournisseur indiqués dans la confirmation de commande ou la facture (si aucune confirmation de commande n'a été envoyée) s'appliqueront. Les prix sont établis dans la devise indiquée dans la confirmation de commande ou la facture et sont « EXW/Entrepôt central européen ECOMAL Kirchzarten » INCOTERMS® 2020) hors TVA, hors frais d'assurance, de transport et d'emballage et toutes autres taxes ou droits.
2. Les factures sont payables dans la devise indiquée sur la facture dans les trente (30) jours calendaires suivant la date de la facture. La date de réception du paiement sera décisive. Toutes les remises accordées à l'Acheteur s'appliqueront uniquement sous réserve du paiement en temps voulu de l'Acheteur.
3. Le Fournisseur aura le droit à tout moment d'effectuer ses livraisons/services en fonction du paiement simultané par l'Acheteur (« paiement correspondant à la livraison »).
4. Si l'Acheteur ne respecte pas le délai de paiement, l'Acheteur sera en défaut sans qu'un rappel du Fournisseur soit nécessaire. Pendant la période de retard, des intérêts seront facturés sur le prix d'achat au taux d'intérêt conformément à la loi belge du 2 août 2002 relative à la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. Le Fournisseur aura également droit au paiement d'une somme forfaitaire par l'Acheteur conformément à l'article 6 de la loi belge du 2 août 2002 relative à la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. Le Fournisseur se réserve le droit de réclamer d'autres dommages causés par le retard.
5. L'Acheteur sera autorisé à compenser toute réclamation de l'Acheteur au Fournisseur contre une réclamation du Fournisseur en vertu du présent contrat uniquement si ces demandes reconventionnelles de l'Acheteur sont incontestées, sont devenues définitives et absolues, et si elles sont soumises à réciprocité avec les réclamations du Fournisseur.

IV. Réserve de propriété

1. Le fournisseur se réserve la propriété de toutes les livraisons (« Marchandises réservées ») jusqu'à la pleine satisfaction de toutes les créances actuelles et futures de l'ensemble de la relation commerciale avec l'acheteur (réservation en compte courant). La réserve de propriété s'applique également au remplacement ou à l'échange de pièces, à moins que ces pièces ne deviennent des éléments essentiels d'un autre bien.
2. L'Acheteur conservera soigneusement à ses frais les Marchandises réservées, les entretiendra, les réparera et les assurera contre l'incendie, les dégâts des eaux, le cambriolage et le vol.
3. Pendant la période de réserve de propriété, l'Acheteur n'a pas le droit de mettre en gage les Marchandises réservées ni de les céder en garantie. Cependant, l'Acheteur sera autorisé à vendre les Marchandises réservées dans le cours normal des activités tant que l'Acheteur n'est pas en défaut de paiement. L'Acheteur cède d'ores et déjà les créances nées de la revente ou pour tout autre motif légal (notamment mais sans s'y limiter tout transfert de propriété au client final, tout cas d'assurance ou tout acte délictueux) concernant les Marchandises réservées au Fournisseur en totalité à titre de garantie – en cas de copropriété des Marchandises réservées au

prorata de la quote-part de copropriété, sans qu'aucune déclaration particulière ne soit nécessaire. Le Fournisseur accepte ladite cession. En cas de revente des Marchandises réservées avec d'autres articles, sans avoir convenu d'un prix individuel pour les différents articles avec le client de l'Acheteur, l'Acheteur devra céder au Fournisseur la partie du prix total convenu avec le client, qui correspond au prix des Marchandises réservées.

4. Le Fournisseur autorise de manière révocable l'Acheteur à recouvrer en son nom les créances cédées au Fournisseur pour son compte. Si l'Acheteur agit en violation du contrat – notamment s'il est en retard de paiement – le Fournisseur peut demander à l'Acheteur de divulguer la cession et de fournir au Fournisseur les informations et documents nécessaires au recouvrement de la créance.
5. L'Acheteur peut traiter, retravailler ou combiner les Marchandises réservées avec d'autres articles ; ce traitement, ce remaniement ou cette combinaison sera effectué pour le compte du Fournisseur. Dans ce cas, le Fournisseur acquerra une part de copropriété du nouvel article dans le rapport de la valeur des Marchandises réservées (valeur de la facture) sur la valeur du nouvel article. Si l'Acheteur acquiert la propriété exclusive du nouvel article, l'Acheteur transférera au Fournisseur la copropriété dans le rapport de la valeur des Marchandises réservées (valeur de la facture) à la valeur du nouvel article généré par le traitement, le remaniement ou la combinaison.
6. L'Acheteur stockera le nouvel article gratuitement pour le Fournisseur avec le soin raisonnable d'un homme d'affaires en ce qui concerne la part de copropriété du Fournisseur. Les marchandises transformées, retravaillées ou combinées seront considérées comme des Marchandises réservées.
7. Si les Marchandises réservées sont revendues en tant que composant d'un nouvel article, la cession préalable convenue conformément à la Sec. 3 du présent Article IV s'appliquera uniquement au montant de la valeur facturée des Marchandises réservées. La part de créance cédée au Fournisseur sera réglée en priorité sur les créances de l'Acheteur. En ce qui concerne l'autorisation de l'Acheteur de recouvrer les créances cédées et les conditions de sa révocation, la Sec. 4 du présent Article IV s'applique en conséquence.
8. En cas de saisie, confiscation ou autres dispositions par des tiers concernant les Marchandises réservées, l'Acheteur en informera le Fournisseur sans retard injustifié. En cas de violation du contrat par l'Acheteur, notamment en cas de retard de paiement de l'Acheteur, le Fournisseur est en droit, après fixation d'un délai raisonnable, d'exiger la restitution des Marchandises réservées aux frais de l'Acheteur. L'Acheteur est tenu de restituer les Marchandises réservées. Sous réserve d'une notification préalable, le Fournisseur sera autorisé à utiliser les Marchandises réservées (par ex. pour les vendre) et à imputer le produit sur les paiements en souffrance.

V. Conditions de livraison et retard, documentation des dommages de transport

1. La livraison doit être effectuée EXW Entrepôt central européen ECOMAL Kirchzarten, Allemagne (INCOTERMS® 2020) à l'exclusion des emballages. Si une autre destination ou condition de livraison est convenue, cette livraison sera également basée sur les INCOTERMS® 2020.
2. Sauf mention écrite expresse comme contraignante, les dates de livraison indiquées par le Fournisseur ne sont pas contraignantes.
3. Si les dates de livraison sont déclarées par écrit comme contraignantes, le respect par le Fournisseur desdites dates de livraison contraignantes sera soumis à la réception en temps voulu de tous les documents à fournir par l'Acheteur, y compris, mais sans s'y limiter, les approbations et les permis requis (par dessins et plans), ainsi que le respect par l'Acheteur des conditions de paiement convenues et des autres obligations de l'Acheteur en vertu du contrat. Dans le cas contraire, le délai de livraison obligatoire sera prolongé en conséquence.
4. Si, après la conclusion du contrat, l'Acheteur demande une date de livraison postérieure à celle initialement convenue par les parties, les factures et le paiement seront effectués comme si la livraison avait été effectuée à temps à la date de livraison initiale.
5. Les livraisons partielles sont autorisées si la livraison partielle peut être utilisée par l'Acheteur dans le cadre de l'objet contractuel, si la livraison des marchandises commandées restantes est assurée et si l'Acheteur n'encourt aucune dépense ou frais supplémentaires significatifs.
6. En cas de retard de livraison pour des raisons imputables à l'Acheteur, la date de livraison sera considérée comme respectée si le Fournisseur a notifié à l'Acheteur dans le délai convenu que les marchandises à livrer sont prêtes à être expédiées.
7. Le Fournisseur n'est pas responsable de l'impossibilité de livraison ou des retards de livraison, dans la mesure où ils sont dus à une force majeure (par ex., catastrophes naturelles, guerre, émeutes, épidémies, pandémies) ou d'autres événements imprévisibles au moment de la conclusion du contrat (p. ex., des pannes de toutes sortes (y compris l'indisponibilité du système informatique, par exemple en raison d'attaques de pirates informatiques, les virus), retards de transport, grèves, lock-out légitimes, manque de main-d'œuvre, d'énergie ou de matières premières, difficultés à obtenir les approbations réglementaires nécessaires (y compris licences), action réglementaire ou absence d'approvisionnement incorrect ou inopportun de la part des fournisseurs en amont) dont le fournisseur n'est pas responsable. Si de tels événements rendent la livraison ou la prestation considérablement plus difficile ou impossible pour le Fournisseur et qu'il ne peut être prévu que le Fournisseur puisse fournir ses services dans un délai raisonnable – au plus tard dans les 2 mois – le Fournisseur est en droit d'annuler la livraison, sans que l'Acheteur n'ait droit à une quelconque compensation. En cas d'empêchement de durée temporaire, les délais de livraison ou de service seront prolongés, ou les dates de livraison ou de service seront décalées de la durée de l'empêchement augmentée d'un délai raisonnable de montée en charge, sans que l'Acheteur n'ait droit à une quelconque compensation.

8. Si l'expédition ou la livraison des marchandises est retardée à la demande de l'acheteur, le fournisseur est en droit de facturer des frais d'entrepôt d'un montant de 0,5 % du montant de la facture par semaine civile, mais pas plus de 5 %, à compter d'un mois après la notification de la disponibilité pour l'expédition. Le Fournisseur se réserve le droit de prouver des dommages plus élevés.
9. L'Acheteur est tenu d'enlever les marchandises à la date d'enlèvement convenue, ou alternativement dans les sept (7) jours calendaires après notification de la disponibilité pour l'enlèvement par le Fournisseur.
10. L'Acheteur est tenu d'informer le Fournisseur de tout dommage visible à l'extérieur des marchandises ou de l'emballage (en particulier les dommages dus au transport) par écrit dans les cinq (5) jours calendaires suivant la date de collecte des marchandises, comme spécifié à la section 9 de l'article V.
11. Si aucun dommage externe visible aux marchandises ou à l'emballage n'a été notifié dans les cinq (5) jours calendaires suivant la date de collecte des marchandises, comme spécifié à la section 9 de l'article V, l'Acheteur est réputé avoir accepté les marchandises et ne peut plus soumettre de réclamation au Fournisseur pour non-conformité basée sur l'article 1604 du Code civil belge (ancien).
12. En cas de dommages visibles à l'extérieur des marchandises ou de l'emballage (en particulier les dommages dus au transport), l'Acheteur doit s'assurer que les dommages sont documentés (en particulier en prenant des photos de l'emballage ou du produit endommagé) et, le cas échéant, que les dommages sont notés à la réception du prestataire de services de fret.
13. Si l'Acheteur n'a pas récupéré les marchandises ou si l'Acheteur enfreint par négligence ou intentionnellement d'autres obligations entraînant un retard de livraison, le Fournisseur sera en droit de réclamer des dommages-intérêts forfaitaires d'un montant de 0,5 % du montant facturé par semaine civile, mais pas plus de 5 % du montant facturé, à compter de la date de livraison, ou en l'absence d'une date de livraison, après que le Fournisseur a informé l'Acheteur que les marchandises sont prêtes à être expédiées. Le Fournisseur se réserve le droit de prouver des dommages plus élevés.

VI. Garantie

1. Si les marchandises livrées s'avèrent défectueuses, le Fournisseur sera en droit de remédier aux défauts en corrigeant le défaut ou en fournissant un remplacement ou respectivement en fournissant des services sans défaut (prestation supplémentaire). Les frais nécessaires à la prestation supplémentaire, notamment les frais de transport, de main d'œuvre et de matériel, sont à la charge du Fournisseur ; ceci, cependant, ne s'applique pas si les coûts augmentent parce que l'article livré est situé dans un endroit autre que le lieu d'utilisation prévu.
2. Aux fins de l'exécution supplémentaire, l'Acheteur accordera au Fournisseur le temps et l'opportunité raisonnablement requis.
3. Le Fournisseur est en droit de subordonner la prestation supplémentaire due par le Fournisseur au paiement par l'Acheteur du prix d'achat dû.
4. Si la notification des défauts par l'Acheteur s'avère injustifiée, le Fournisseur sera en droit d'exiger de l'Acheteur le remboursement des dépenses engagées.
5. À la demande du Fournisseur, l'Acheteur devra retourner gratuitement la marchandise refusée – si possible y compris l'emballage d'origine – au Vendeur ou stocker gratuitement la marchandise refusée pour un éventuel contrôle par un expert. Dans le cas d'une notification justifiée de défauts, le Fournisseur remboursera les coûts de l'itinéraire d'expédition le plus favorable ou les coûts de stockage habituels ; cela ne s'appliquera pas si les coûts de stockage et/ou de livraison augmentent parce que la marchandise livrée est située à un endroit autre que le lieu d'utilisation prévu.
6. Si le défaut est basé sur un défaut d'un produit tiers, le Fournisseur est autorisé à céder ses réclamations de garantie contre son fournisseur à l'Acheteur.
7. L'Acheteur informera le Fournisseur sans délai si les créances cédées sont invoquées en justice et devra obtenir l'accord préalable du Fournisseur pour tous les accords de règlement concernant les créances cédées.
8. La garantie ne s'appliquera pas si l'Acheteur modifie les marchandises livrées ou si elles sont modifiées par des tiers sans le consentement du Fournisseur et, par conséquent, la réparation du défaut devient impossible ou déraisonnablement plus difficile. Dans tous les cas, l'Acheteur supportera les frais supplémentaires de réparation du défaut occasionnés par la modification.

VII. Responsabilité pour les défauts, Prescription

1. Le Fournisseur sera responsable, conformément aux dispositions légales, de toute négligence ou violation intentionnelle des obligations contractuelles importantes par le Fournisseur, c.-à-d. les obligations contractuelles, dont l'exécution caractérise le contrat, qui sont nécessaires à sa bonne exécution et sur lesquelles la partie contractante peut régulièrement s'appuyer pour se conformer. Pour toutes les autres violations de contrat, le Fournisseur ne sera responsable que si le dommage a été causé intentionnellement ou par négligence grave par l'un de ses représentants légaux, un employé ou un autre agent par d'exécution.
2. La responsabilité du Fournisseur au titre du présent contrat sera en tout état de cause limitée au montant facturé et payé pour les marchandises livrées concernées.
3. Les demandes de dommages-intérêts à l'encontre du Fournisseur pour manquement à ses obligations morales (« breach of duty ») sont exclues.
4. Dans la mesure où la responsabilité du Fournisseur est exclue et limitée, cela s'applique également à la responsabilité personnelle des représentants légaux, employés et autres agents d'exécution du Fournisseur.
5. Le délai de prescription pour les réclamations judiciaires par assignation (*dagvaarding* ou *citation*) pour vices conformément à l'article V du présent contrat et à l'article 1648 du Code civil belge (ancien) est de 12 mois et court à compter de la date de livraison.

6. Les demandes de dommages-intérêts ne persistent qu'en vertu des dispositions de l'Article VII. Les autres demandes de dommages-intérêts de l'Acheteur à l'encontre du Fournisseur en raison d'un défaut sont exclues.

VIII. Droits de propriété intellectuelle

1. Dans la mesure où l'Acheteur fournit des spécifications pour les livraisons et les services, l'Acheteur s'assurera que les marchandises, dans la mesure où le Fournisseur les livre conformément aux spécifications de l'Acheteur, ne portent pas atteinte aux droits de tiers.
2. À tous autres égards, les dispositions suivantes s'appliqueront : Si un tiers fait valoir une réclamation justifiée à l'encontre de l'Acheteur sur la base d'une violation des droits de propriété intellectuelle d'un tiers par des livraisons effectuées par le Fournisseur et utilisées par l'Acheteur conformément au contrat, tel que confirmé par une décision d'un tribunal national qui est définitive et n'est pas sujette à un appel supplémentaire, le Fournisseur sera responsable envers l'Acheteur pendant la période de garantie (Article VII Sec. 5) comme suit :
 - a) Le fournisseur doit, à sa propre discrétion, obtenir un droit d'utilisation pour l'article de livraison respectif ou le modifier ou le remplacer de manière qu'aucun droit de tiers ne soit plus violé et que l'article de livraison continue de remplir ses fonctions contractuellement convenues. Toutefois, si cela n'est pas possible pour le Fournisseur avec un effort raisonnable, l'Acheteur sera autorisé à annuler l'achat ou à demander une réduction du prix d'achat conformément aux dispositions légales.
 - b) L'obligation du Fournisseur de payer une indemnisation pour les dommages-intérêts sera soumise aux dispositions de l'Article VII.
 - c) Les obligations susmentionnées du Fournisseur ne s'appliqueront que si et dans la mesure où l'Acheteur ne reconnaît pas une violation à un tiers sans le consentement exprès préalable du Fournisseur et que le Fournisseur se réserve le droit de prendre toutes les mesures de défense et de négocier un règlement, ou en cas de jugement définitif.
3. Les réclamations de l'Acheteur sont exclues dans la mesure où il est responsable de la violation des droits de propriété intellectuelle de tiers.
4. Les réclamations de l'Acheteur seront également exclues si la violation des droits de propriété intellectuelle de tiers a été causée :
 - a) par une application ou une utilisation du bien respectif non prévisible pour le Fournisseur ou non convenu par les parties ou
 - b) par l'Acheteur modifiant le bien livré ou l'utilisant avec des produits qui n'ont pas été livrés par le Fournisseur, sauf accord préalable du Fournisseur.
5. En cas de violation des droits de propriété intellectuelle de tiers, les dispositions de l'Article VI Sec. 3 à 6 s'appliqueront en conséquence aux réclamations de l'Acheteur conformément à la Sec. 2 a) du présent Article VIII.
6. L'Acheteur informera le Fournisseur sans retard injustifié par écrit (y compris par courriel, fax) dès que des réclamations concernant la violation des droits de tiers sont faites à l'encontre de l'Acheteur.

IX. Contrôle des exportations

1. Le Fournisseur ne vend pas ses produits à des pays pour lesquels l'UE ou les États-Unis ont émis un embargo. Par conséquent, si, après la conclusion du contrat, il s'avère que l'Acheteur réside ou est basé dans un pays pour lequel un embargo est émis ou a l'intention d'effectuer une livraison supplémentaire dans ce pays, le Fournisseur a le droit de résilier immédiatement le contrat sans que l'Acheteur n'ait droit à une quelconque compensation.
2. Le fournisseur fait partie d'un groupe de sociétés américaines. Ainsi, le Fournisseur vérifie si et dans quelle mesure une transaction avec l'Acheteur est autorisée ou soumise à approbation en vertu de la loi américaine sur les sanctions (dans la mesure applicable au Fournisseur).
3. L'Acheteur reconnaît que les produits du Fournisseur sont partiellement fabriqués aux États-Unis et peuvent être soumis à des restrictions d'exportation des États-Unis. En cas de revente, l'Acheteur veillera à ce que, outre les restrictions européennes, ces restrictions soient également respectées et imposera également cette obligation à son acheteur.

X. Confidentialité

1. L'Acheteur est tenu de garder confidentielles toutes les informations qui deviennent connues dans le cadre de l'exécution du contrat, de ne pas les utiliser à ses propres fins ou à des fins de tiers en dehors du présent contrat, ni de les rendre disponibles ou de les divulguer à des tiers. Cette obligation s'applique pendant la durée de cette relation contractuelle ainsi que pendant une période de sept (7) ans après sa date de résiliation, c'est-à-dire la date du paiement de la dernière livraison par le Fournisseur en vertu du présent contrat. L'Acheteur imposera cette obligation de confidentialité, y compris l'interdiction d'utilisation, à ses employés et autres représentants et agents. Les autres obligations de confidentialité de tout accord de confidentialité ou contrat de développement conclu entre les parties restent inchangées.
2. L'obligation de préserver la confidentialité et l'interdiction d'utilisation ne s'appliqueront pas si et dans la mesure où les informations (i) étaient déjà connues de l'Acheteur avant leur divulgation par le Fournisseur. (ii) sont, à la date de conclusion du contrat, généralement disponibles ou seront ensuite rendus généralement disponibles, (iii) sont mises à la disposition de l'Acheteur par un tiers légalement autorisé à le faire ou (iv) doivent être divulguées à toute autorité aux fins du contrat, ou devant un tribunal, ou sur la base d'obligations légales, à condition que, si la loi le permet, l'Acheteur en avise d'abord le Fournisseur dans les meilleurs délais pour lui permettre de s'opposer à cette exigence avant la divulgation. Le Titre 8/1 du Livre XI du Code des sociétés belge concernant la protection des secrets commerciaux reste inchangé.

XI. Protection des données

Le Fournisseur se conforme aux dispositions applicables de la loi sur la protection des données. Des informations supplémentaires sont disponibles sur <https://www.ecomal.com/en/information/data-privacy/>. Si et dans la mesure où le Fournisseur agit en tant que sous-traitant des données à caractère personnel pour le compte de l'Acheteur, les parties concluront un accord de traitement des données.

XII. Divisibilité

1. Si une disposition du contact ou une disposition ajoutée ultérieurement au contrat est ou devient invalide ou nulle en tout ou partie, ou si le contrat contient une omission, la validité des dispositions restantes n'en sera pas affectée.
2. Les parties conviendront d'une disposition de substitution valide qui se rapproche le plus possible du sens et de l'effectivité de la disposition d'origine.

XIII. Juridiction, Loi applicable

1. Le seul lieu de juridiction pour tous les litiges découlant directement ou indirectement du contrat entre les parties est le siège social du Fournisseur, à savoir les tribunaux de Malines à Anvers (Belgique). Le Fournisseur est également autorisé à faire valoir ses réclamations au lieu de juridiction général de l'Acheteur.
2. Les présentes Conditions Générales de Livraison et les relations contractuelles entre le Fournisseur et l'Acheteur sont soumises au droit belge sans égard à ses règles de conflit de lois. La Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM) ne s'applique pas.

Mai 2021

Algemene Verkoop- en Leveringsvoorwaarden van ECOMAL BELGIUM BV

I. Algemeen, toepassingsgebied

1. Deze Algemene Verkoop- en Leveringsvoorwaarden van ECOMAL BELGIUM BV, met maatschappelijke zetel te Battelsesteenweg 455E, 2800 Mechelen (België) en ingeschreven bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen onder ondernemingsnummer 0415.494.946 (hierna ook "**Leverancier**") zijn van toepassing op alle huidige en toekomstige zakenrelaties met ondernemers (artikel I.1,1° van het Belgisch Wetboek van Economisch Recht (BWER)), publiekrechtelijke rechtspersonen of publiekrechtelijke bijzondere instellingen of fondsen (hierna ook "**Koper**").
2. Afwijkende of aanvullende voorwaarden van de Koper maken alleen deel uit van het contract indien en voor zover de Leverancier uitdrukkelijk met de toepasselijkheid daarvan heeft ingestemd.

II. Aanbiedingen en sluiting van het contract, productspecificaties

1. Tenzij uitdrukkelijk anders is vermeld, zijn de door de Leverancier opgegeven prijzen geldig gedurende dertig (30) kalenderdagen; voor het overige zijn de aanbiedingen van de Leverancier niet bindend. Wat betreft de omvang van de verplichtingen van de Leverancier uit hoofde van het contract, is de schriftelijke orderbevestiging van de Leverancier bepalend (incl. e-mail, fax). De bestelling wordt geacht te zijn aanvaard op het ogenblik van de schriftelijke orderbevestiging of op het ogenblik van de verzending van de goederen.
2. De Koper mag zijn contractuele rechten niet overdragen aan derden zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Leverancier.
3. Productstalen worden beschouwd als niet-bindende stukken ter illustratie en alleen voor demonstratiedoeleinden. Tenzij tussen de partijen schriftelijk (incl. e-mail, fax) anders is overeengekomen, geschieden alle leveringen op basis van het ten tijde van het sluiten van het contract geldige technische gegevensblad van het desbetreffende product. Hetzelfde geldt in geval van productwijzigingen volgens de specificaties van de Koper, rekening houdend met afwijkende en/of aanvullende informatie in het gegevensblad.
4. In geval van productwijzigingen volgens de specificaties van de Koper, blijven alle door de Koper verstrekte tekeningen en documenten eigendom van de Koper. De Leverancier heeft evenwel het recht de door de Koper verstrekte tekeningen en documenten aan derden (met name fabrikanten) ter beschikking te stellen indien dit voor de nakoming van de verplichtingen van de Leverancier uit hoofde van het contract noodzakelijk is. Voorts kan de Leverancier alle door de Koper elektronisch verstrekte gegevens opslaan binnen het kader van zijn standaard gegevensback-upstelsel.

III. Prijzen en betalingsvoorwaarden

1. Tenzij anders is overeengekomen, zullen de prijzen van de Leverancier die worden vermeld in de orderbevestiging of factuur (indien geen orderbevestiging is verzonden) van toepassing zijn. De prijzen zijn uitgedrukt in de valuta zoals vermeld in de orderbevestiging of factuur en zijn "EXW/Europees centraal magazijn ECOMAL Kirchzarten" (INCOTERMS® 2020) exclusief BTW, eventuele verzekerings-, transport- en verpakkingskosten en eventuele andere belastingen of heffingen.
2. Facturen zijn betaalbaar in de valuta zoals aangegeven op de factuur binnen dertig (30) kalenderdagen na de factuurdatum. De datum van ontvangst van de betaling is bepalend. Eventuele aan de Koper verleende kortingen zijn slechts van toepassing onder voorbehoud van tijdige betaling door de Koper.
3. De Leverancier heeft te allen tijde het recht om zijn leveringen/diensten afhankelijk te stellen van gelijktijdige betaling door de Koper ("gelijktijdige betaling met levering").
4. Indien de Koper de betalingstermijn niet nakomt, is de Koper in gebreke zonder dat een aanmaning van de Leverancier nodig is. Tijdens het verzuim wordt op de koopprijs een rente aangerekend tegen de rentevoet overeenkomstig de Belgische wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties. De Leverancier heeft voorts recht op betaling van een forfaitair bedrag door de Koper overeenkomstig artikel 6 van de Belgische wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties. De Leverancier behoudt zich het recht voor om verdere schadevergoeding te vorderen die door het verzuim is veroorzaakt.
5. De Koper is slechts gerechtigd tot verrekening van enige vordering van de Koper op de Leverancier met een vordering van de Leverancier uit hoofde van dit contract indien deze tegenvorderingen van de Koper onbetwist zijn, definitief en absoluut zijn geworden, en indien zij onderhevig zijn aan wederkerigheid met de vorderingen van de Leverancier.

IV. Eigendomsvoorbehoud

1. De Leverancier behoudt zich de eigendom voor van alle leveringen ("Voorbehouden Goederen") tot de volledige voldoening van alle huidige en toekomstige vorderingen uit de gehele zakelijke relatie met de Koper (rekening-courantvoorbehoud). Het eigendomsvoorbehoud geldt ook voor vervangings- of ruilonderdelen, tenzij deze onderdelen essentiële onderdelen van een ander goed worden.
2. De Koper zal de Voorbehouden Goederen op eigen kosten zorgvuldig opslaan, onderhouden en repareren, en verzekeren tegen brand, waterschade, inbraak en diefstal.
3. Gedurende de periode van het eigendomsvoorbehoud is de Koper niet gerechtigd de Voorbehouden Goederen te verpanden of tot zekerheid over te dragen. De Koper is echter gerechtigd de Voorbehouden Goederen in het kader van de normale bedrijfsuitoefening te verkopen zolang de Koper niet in gebreke is met de betaling. De Koper draagt hierbij nu reeds de vorderingen die uit de doorverkoop of uit enige andere rechtsgrond (in het bijzonder maar niet beperkt tot een eigendomsoverdracht aan de eindklant, een verzekeringsgeval of een onrechtmatige daad) met betrekking tot de Voorbehouden Goederen ontstaan, volledig als zekerheid over aan

de Leverancier – in geval van mede-eigendom van de Voorbehouden Goederen naar rato van het mede-eigendomsaandeel, zonder dat een bijzondere verklaring vereist is. De Leverancier aanvaardt deze overdracht. In geval van doorverkoop van de Voorbehouden Goederen samen met andere artikelen, zonder dat met de klant van de Koper voor de verschillende artikelen een afzonderlijke prijs is overeengekomen, zal de Koper aan de Leverancier het gedeelte van de met de klant overeengekomen totale prijs overdragen dat overeenkomt met de prijs van de Voorbehouden Goederen.

4. De Leverancier machtigt de Koper herroepelijk om de aan de Leverancier overgedragen vorderingen voor zijn rekening in eigen naam te innen. Indien de Koper in strijd met het contract handelt – in het bijzonder indien hij met de betaling in gebreke blijft – kan de Leverancier de Koper verzoeken de overdracht bekend te maken en de Leverancier de informatie en documenten te verstrekken die nodig zijn voor de inning van de vordering.
5. De Koper kan de Voorbehouden Goederen verwerken, herbewerken of combineren met andere artikelen; een dergelijke verwerking, herbewerking of combinatie zal worden uitgevoerd voor rekening van de Leverancier. In dit geval verwerft de Leverancier een mede-eigendomsaandeel in het nieuwe artikel naar rato van de waarde van de Voorbehouden Goederen (factuurwaarde) ten opzichte van de waarde van het nieuwe artikel. Indien de Koper de uitsluitende eigendom van het nieuwe artikel verwerft, draagt de Koper aan de Leverancier de mede-eigendom over naar rato van de waarde van de Voorbehouden Goederen (factuurwaarde) ten opzichte van de waarde van het door bewerking, herbewerking of combinatie ontstane nieuwe artikel.
6. De Koper zal het nieuwe artikel kosteloos voor de Leverancier opslaan met de gepaste zorgvuldigheid van een zakenman ten aanzien van het mede-eigendomsaandeel van de Leverancier. De verwerkte, herbewerkte of gecombineerde goederen worden geacht Voorbehouden Goederen te zijn.
7. Indien de Voorbehouden Goederen als bestanddeel van een nieuw artikel worden doorverkocht, geldt de conform § 3 van dit Artikel IV vooraf overeengekomen overdracht slechts ten belope van de factuurwaarde van de Voorbehouden Goederen. Het aan de Leverancier overgedragen deel van de vordering zal met voorrang op de vorderingen van de Koper worden voldaan. Met betrekking tot de machtiging van de Koper om overgedragen vorderingen te innen en de voorwaarden voor de herroeping daarvan, is § 4 van dit Artikel IV van toepassing.
8. In geval van inbeslagneming, verbeurdverklaring of andere beschikkingen door derden met betrekking tot de Voorbehouden Goederen, dient de Koper de Leverancier daarvan onverwijld in kennis te stellen. In geval van niet-nakoming van het contract door de Koper, in het bijzonder indien de Koper in gebreke is met de betaling, heeft de Leverancier het recht om, na het stellen van een redelijke termijn, de Voorbehouden Goederen op kosten van de Koper terug te eisen. De Koper is verplicht de Voorbehouden Goederen terug te geven. Mits voorafgaande kennisgeving is de Leverancier gerechtigd de Voorbehouden Goederen te gebruiken (bijv. om ze te verkopen) en de opbrengst daarvan te verrekenen met de openstaande betalingen.

V. Leveringsvoorwaarden en vertraging, Documentatie van transportschade

1. Levering geschiedt EXW Europees centraal magazijn ECOMAL Kirchzarten, Duitsland (INCOTERMS® 2020) exclusief verpakking. Indien een andere leveringsbestemming of -voorwaarde wordt overeengekomen, geschiedt deze levering eveneens op basis van INCOTERMS® 2020.
2. Tenzij uitdrukkelijk en schriftelijk als bindend aangegeven, zijn door de Leverancier opgegeven leveringstermijnen niet bindend.
3. Indien leveringsdata schriftelijk als bindend worden aangegeven, is de naleving door de Leverancier van deze bindende leveringsdata afhankelijk van de tijdige ontvangst van alle door de Koper te verstrekken documenten, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, vereiste goedkeuringen en vergunningen (bijv. goedkeuringen van technische tekeningen en plannen), alsmede van de naleving door de Koper van de overeengekomen betalingsvoorwaarden en andere verplichtingen van de Koper uit hoofde van het contract. In het andere geval wordt de bindende leveringsdatum dienovereenkomstig verlengd.
4. Indien de Koper na het sluiten van het contract een latere leveringsdatum vraagt dan oorspronkelijk door de partijen was overeengekomen, zullen facturen worden opgemaakt en betalingen worden verricht alsof de levering op de oorspronkelijke leveringsdatum tijdig werd uitgevoerd.
5. Gedeeltelijke leveringen zijn toegestaan indien de gedeeltelijke levering door de Koper kan worden gebruikt in het kader van het contractuele doel, de levering van de resterende bestelde goederen gewaarborgd is en de Koper geen aanzienlijke extra uitgaven of extra kosten moet dragen.
6. In geval van vertraging van de levering om redenen waarvoor de Koper verantwoordelijk is, wordt de leveringsdatum geacht te zijn nagekomen indien de Leverancier de Koper binnen de overeengekomen termijn heeft meegedeeld dat de te leveren goederen gereed zijn voor verzending.
7. De Leverancier is niet aansprakelijk voor onmogelijkheid of vertraging van de levering, voor zover deze te wijten zijn aan overmacht (bijv. natuurrampen, oorlog, oproer, epidemieën, pandemieën) of andere gebeurtenissen die onvoorzienbaar waren ten tijde van het sluiten van het contract (bijv. storingen van welke aard dan ook (incl. niet-beschikbaarheid van het IT-systeem bijv. als gevolg van hackeraanvallen, virussen), vertragingen in het transport, stakingen, legitieme blokkades, gebrek aan mankracht, energie of grondstoffen, moeilijkheden bij het verkrijgen van de noodzakelijke wettelijke goedkeuringen (incl. vergunningen), maatregelen van regelgevende instanties of het ontbreken van of onjuiste of niet-tijdige levering door toeleveranciers) waarvoor de Leverancier niet verantwoordelijk is. Indien dergelijke gebeurtenissen de levering of dienstverlening aanzienlijk bemoeilijken of onmogelijk maken voor de Leverancier en niet kan worden voorzien dat de Leverancier zijn diensten binnen een redelijke termijn – ten laatste binnen 2 maanden – kan leveren, heeft de Leverancier het recht de levering te annuleren, zonder dat de Koper recht heeft op welke vergoeding dan ook. In geval van belemmeringen van tijdelijke duur worden de leverings- of dienstverleningstermijnen verlengd, of worden de leverings- of

dienstverleningstermijnen verschoven met de duur van de belemmering vermeerderd met een redelijke voorbereidingstermijn, zonder dat de Koper recht heeft op welke schadevergoeding dan ook.

8. Indien de verzending of levering van de goederen op verzoek van de Koper wordt vertraagd, is de Leverancier gerechtigd om vanaf één maand na de kennisgeving van de gereedheid voor verzending, magazijnkosten ten bedrage van 0,5% van het factuurbedrag per kalenderweek, doch niet meer dan 5%, in rekening te brengen. De Leverancier behoudt zich het recht voor om een hogere schade te bewijzen.
9. De Koper is verplicht de goederen af te halen op de overeengekomen afhaaldatum, of anders binnen zeven (7) kalenderdagen na kennisgeving van gereedheid voor afhaling door de Leverancier.
10. De Koper is verplicht de Leverancier binnen vijf (5) kalenderdagen na de datum van afhaling van de goederen zoals bepaald in § 9 van artikel V, schriftelijk op de hoogte te brengen van alle uitwendig waarneembare schade aan de goederen of de verpakking (in het bijzonder transportschade).
11. Indien geen uitwendig waarneembare beschadigingen aan de goederen of de verpakking werden gemeld binnen de vijf (5) kalenderdagen volgend op de datum van de afhaling van de goederen zoals bepaald in § 9 van artikel V, wordt de Koper geacht de goederen te hebben aanvaard en kan hij geen enkele vordering meer instellen tegen de Leverancier wegens niet-conformiteit op grond van artikel 1604 van het (oude) Belgisch Burgerlijk Wetboek.
12. In geval van uitwendig waarneembare schade aan de goederen of aan de verpakking (met name transportschade) dient de Koper ervoor te zorgen dat de schade wordt gedocumenteerd (met name door foto's te maken van de beschadigde verpakking of het beschadigde goed) en, indien van toepassing, dat de schade wordt aangetekend op het ontvangstbewijs van de vrachtdienstverlener.
13. Indien de Koper in gebreke blijft de goederen af te halen of indien de Koper nalatig of opzettelijk andere verplichtingen niet nakomt waardoor de levering vertraging oploopt, heeft de Leverancier het recht om een vaste schadevergoeding te vorderen ten bedrage van 0,5% van het factuurbedrag per kalenderweek, doch niet meer dan 5% van het factuurbedrag, te rekenen vanaf de leveringsdatum of – bij gebreke van een leveringsdatum – nadat de Leverancier aan de Koper heeft meegedeeld dat de goederen klaar zijn voor verzending. De Leverancier behoudt zich het recht voor om een hogere schade te bewijzen.

VI. Garantie

1. Indien de geleverde goederen gebreken blijken te vertonen, is de Leverancier gerechtigd de gebreken te verhelpen door herstel van het gebrek of door vervanging, respectievelijk door het verrichten van gebrekvrije diensten (aanvullende prestatie). De voor de aanvullende prestatie noodzakelijke kosten, met name transport-, arbeids- en materiaalkosten, zijn voor rekening van de Leverancier; dit geldt echter niet indien de kosten stijgen doordat het geleverde artikel zich op een andere plaats dan de plaats van het beoogde gebruik bevindt.
2. Met het oog op de aanvullende prestatie verleent de Koper de Leverancier de tijd en de gelegenheid die redelijkerwijs nodig zijn.
3. De Leverancier is gerechtigd de door de Leverancier verschuldigde aanvullende prestatie afhankelijk te stellen van de betaling door de Koper van de verschuldigde koopprijs.
4. Indien de melding van gebreken door de Koper onterecht blijkt te zijn, is de Leverancier gerechtigd van de Koper een vergoeding van de gemaakte kosten te eisen.
5. Op verzoek van de Leverancier dient de Koper het afgekeurde goed – zo mogelijk met inbegrip van de originele verpakking – kosteloos aan de Leverancier terug te zenden of het afgekeurde goed kosteloos op te slaan voor eventuele inspectie door een expert. In geval van een terechte melding van gebreken zal de Leverancier de kosten van de gunstigste verzendroute of de gebruikelijke opslagkosten vergoeden; dit geldt niet indien de opslag- en/of afleveringskosten stijgen doordat het geleverde goed zich op een andere plaats dan de plaats van het beoogde gebruik bevindt.
6. Indien het gebrek berust op een gebrek van een product van een derde, is de Leverancier gerechtigd zijn garantieaanspraken jegens zijn leverancier aan de Koper over te dragen.
7. De Koper informeert de Leverancier onverwijld indien de overgedragen vorderingen in rechte geldend worden gemaakt en verkrijgt de voorafgaande toestemming van de Leverancier voor alle schikkingsovereenkomsten betreffende de overgedragen vorderingen.
8. De garantie geldt niet indien de Koper zonder toestemming van de Leverancier de geleverde goederen wijzigt of door derden laat wijzigen en daardoor het herstel van het gebrek onmogelijk of onredelijk bemoeilijkt wordt. In elk geval draagt de Koper de door de wijziging veroorzaakte extra kosten voor het verhelpen van het gebrek.

VII. Aansprakelijkheid voor gebreken, verjaringstermijn

1. De Leverancier is overeenkomstig de wettelijke bepalingen aansprakelijk voor elke nalatige of opzettelijke schending van wezenlijke contractuele verplichtingen door de Leverancier, d.w.z. contractuele verplichtingen waarvan de nakoming kenmerkend is voor het contract, die noodzakelijk zijn voor de goede uitvoering van het contract en waarvan de contractant regelmatig mag verwachten dat zij worden nageleefd. Voor alle andere schendingen van het contract is de Leverancier enkel aansprakelijk indien de schade opzettelijk of door grove nalatigheid is veroorzaakt door een van zijn wettelijke vertegenwoordigers, een werknemer of een andere plaatsvervangende agent.
2. De aansprakelijkheid van de Leverancier uit hoofde van dit contract is in ieder geval beperkt tot de gefactureerde en betaalde bedragen voor de desbetreffende geleverde goederen.
3. Vorderingen tot schadevergoeding tegen de Leverancier wegens moreel plichtsverzuim ("breach of duty") zijn uitgesloten.

4. Voor zover de aansprakelijkheid van de Leverancier uitgesloten en beperkt is, geldt dit ook voor de persoonlijke aansprakelijkheid van de wettelijke vertegenwoordigers, werknemers en andere plaatsvervangende agenten van de Leverancier.
5. De verjaringstermijn voor rechtsvorderingen bij dagvaarding wegens gebreken overeenkomstig artikel V van dit contract en artikel 1648 van het (oude) Burgerlijk Wetboek bedraagt 12 maanden en vangt aan op de datum van levering.
6. Vorderingen tot schadevergoeding kunnen slechts worden ingesteld op grond van het bepaalde in Artikel VII. Verdere vorderingen tot schadevergoeding van de Koper tegen de Leverancier op grond van een gebrek zijn uitgesloten.

VIII. Intellectuele eigendomsrechten

1. Voor zover de Koper specificaties voor leveringen en diensten verstrekt, dient de Koper ervoor te zorgen dat de goederen, voor zover de Leverancier deze volgens de specificaties van de Koper levert, geen inbreuk maken op rechten van derden.
2. In alle andere opzichten is het volgende van toepassing: Indien een derde een gerechtvaardigde vordering tegen de Koper instelt op grond van een inbreuk op intellectuele eigendomsrechten van derden inzake leveringen die door de Leverancier zijn gedaan en door de Koper volgens het contract zijn gebruikt, zoals bevestigd door een beslissing van een nationale rechtbank die definitief is en waartegen geen beroep meer mogelijk is, is de Leverancier binnen de garantieperiode (Artikel VII, § 5) als volgt aansprakelijk jegens de Koper:
 - a) De Leverancier zal naar eigen goeddunken een gebruiksrecht voor het betreffende te leveren goed verwerven of het zodanig wijzigen of vervangen dat geen rechten van derden meer worden geschonden en het te leveren goed zijn contractueel overeengekomen functies blijft vervullen. Indien dit echter voor de Leverancier met een redelijke inspanning niet mogelijk is, heeft de Koper het recht de koop te annuleren of een vermindering van de koopprijs te eisen in overeenstemming met de wettelijke bepalingen.
 - b) De verplichting van de Leverancier tot het betalen van schadevergoeding is onderworpen aan de bepalingen van Artikel VII.
 - c) De voornoemde verplichtingen van de Leverancier gelden alleen indien en voor zover de Koper een inbreuk niet erkent tegenover een derde zonder de voorafgaande uitdrukkelijke toestemming van de Leverancier en de Leverancier het recht behoudt alle verdedigingsmaatregelen te nemen en te onderhandelen over een schikking, of in geval van een definitief vonnis.
3. Vorderingen van de Koper zijn uitgesloten voor zover hij verantwoordelijk is voor de inbreuk op de intellectuele eigendomsrechten van derden.
4. Vorderingen van de Koper zijn eveneens uitgesloten indien de inbreuk op de intellectuele eigendomsrechten van derden werd veroorzaakt:
 - a) door een toepassing of gebruik van het betreffende goed dat voor de Leverancier niet voorzienbaar was of door de partijen niet overeengekomen is of
 - b) door de Koper die het geleverde goed wijzigt of gebruikt samen met producten die niet door de Leverancier zijn geleverd, tenzij de Leverancier daarmee vooraf heeft ingestemd.
5. In geval van inbreuken op intellectuele eigendomsrechten van derden zijn de bepalingen van Artikel VI § 3 tot 6 van overeenkomstige toepassing op de vorderingen van de Koper op grond van § 2 a) van dit Artikel VIII.
6. De Koper informeert de Leverancier zonder onnodige vertraging schriftelijk (incl. e-mail, fax) zodra vorderingen betreffende de inbreuk op rechten van derden tegen de Koper worden ingeroepen.

IX. Exportcontrole

1. De Leverancier verkoopt zijn producten niet aan landen waarvoor de EU of de VS een embargo hebben uitgevaardigd. Indien derhalve na het sluiten van het contract blijkt dat de Koper verblijft of gevestigd is in een land waarvoor een embargo is uitgevaardigd of voornemens is een verdere levering aan een dergelijk land te doen, heeft de Leverancier het recht het contract onmiddellijk te beëindigen zonder dat de Koper recht heeft op welke vergoeding dan ook.
2. De Leverancier maakt deel uit van een Amerikaanse groep van bedrijven. Als dusdanig gaat de Leverancier na of en in welke mate een transactie met de Koper toelaatbaar is of onderworpen is aan goedkeuring krachtens de Amerikaanse sanctiewetgeving (voor zover van toepassing op de Leverancier).
3. De Koper erkent dat de producten van de Leverancier gedeeltelijk in de Verenigde Staten worden vervaardigd en onderworpen kunnen zijn aan uitvoerbeperkingen van de Verenigde Staten. In geval van doorverkoop ziet de Koper erop toe dat, naast de Europese beperkingen, deze beperkingen ook worden nageleefd en legt hij deze verplichting ook op aan zijn koper.

X. Vertrouwelijkheid

1. De Koper is verplicht alle informatie die hem in verband met de uitvoering van het contract bekend wordt, vertrouwelijk te behandelen en niet voor eigen doeleinden of voor doeleinden van derden buiten dit contract te gebruiken, noch aan derden ter beschikking te stellen of bekend te maken. Deze verplichting geldt voor de duur van deze contractuele relatie, alsmede voor een periode van zeven (7) jaar na de datum van beëindiging ervan, d.w.z. de datum van betaling van de laatste levering door de Leverancier uit hoofde van dit contract. De Koper zal deze geheimhoudingsplicht, met inbegrip van het verbod tot gebruik, opleggen aan zijn werknemers en andere vertegenwoordigers en agenten. Verdere geheimhoudingsverplichtingen van een tussen de partijen gesloten geheimhoudingsovereenkomst of ontwikkelingscontract blijven onverlet.

2. De verplichting tot geheimhouding en het verbod tot gebruik zijn niet van toepassing indien en voor zover de informatie (i) reeds aan de Koper bekend was vóór bekendmaking door de Leverancier, (ii) op de datum van sluiting van het contract algemeen beschikbaar is of daarna algemeen beschikbaar zal worden gesteld, (iii) aan de Koper ter beschikking wordt gesteld door een derde die daartoe rechtmatig gerechtigd is of (iv) aan enige autoriteit moet worden bekendgemaakt voor de doeleinden van het contract, of aan een rechtbank, of op grond van enige wettelijke verplichting, op voorwaarde dat, indien wettelijk toegestaan, de Koper de Leverancier eerst onverwijld op de hoogte stelt om hem in staat te stellen zich voorafgaand aan de bekendmaking tegen een dergelijke vereiste te verzetten. Titel 8/1 van Boek XI van het Belgisch Wetboek van Economisch Recht betreffende de bescherming van handelsgeheimen blijft onverlet.

XI. Gegevensbescherming

De Leverancier houdt zich aan de toepasselijke bepalingen van de wet op de gegevensbescherming. Nadere informatie is beschikbaar op <https://www.ecomal.com/en/information/data-privacy/>. Indien en voor zover de Leverancier zou optreden als verwerker van persoonsgegevens namens de Koper, zullen de partijen een gegevensverwerkingsovereenkomst sluiten.

XII. Deelbaarheid

1. Indien enige bepaling van het contract of een later aan het contract toegevoegde bepaling geheel of gedeeltelijk ongeldig of nietig is of wordt, of indien het contract een lacune bevat, zal de geldigheid van de overige bepalingen daardoor niet worden aangetast.
2. De partijen zullen een geldige vervangende bepaling overeenkomen die de oorspronkelijke bepaling zo dicht mogelijk benadert wat betekenis en doelmatigheid betreft.

XIII. Bevoegde rechtbank, toepasselijk recht

1. De enige bevoegde rechtbank voor alle geschillen die rechtstreeks of onrechtstreeks uit het contract tussen de partijen voortvloeien, is de maatschappelijke zetel van de Leverancier, zijnde de rechtbanken van Mechelen te Antwerpen (België). De Leverancier is ook gerechtigd zijn vorderingen te doen gelden in de algemene bevoegde rechtbank van de Koper.
2. Deze Algemene Leveringsvoorwaarden en de contractuele betrekkingen tussen de Leverancier en de Koper zijn onderworpen aan het Belgisch recht, zonder rekening te houden met de regels van het Belgisch internationaal privaatrecht. Het Verdrag der Verenigde Naties inzake internationale koopovereenkomsten betreffende roerende zaken (CISG) is niet van toepassing.

Mei 2021

General Terms and Conditions of Sale and Delivery of ECOMAL BELGIUM BV

I. General, scope

1. These General Terms and Conditions of Sale and Delivery of ECOMAL BELGIUM BV, with registered offices at Battelsesteenweg 455E, 2800 Mechelen (Belgium) and registered at the Belgian Crossroads Bank for Enterprises with enterprise number 0415.494.946 (hereinafter also "**Supplier**") apply to all present and future business relationships with entrepreneurs (article I.1,1° of the Belgian Code of Economic Law (BCEL)), legal entities of public law or special bodies or funds under public law (hereinafter referred to as "**Purchaser**").
2. Deviating or supplementary terms and conditions of the Purchaser shall only become part of the contract if and insofar as the Supplier has expressly agreed to their applicability.

II. Offers and conclusion of the contract, product specifications

1. Unless otherwise expressly stated, the prices indicated by the Supplier shall be valid for thirty (30) calendar days; apart from that, the Supplier's offers are non-binding. For the scope of the Supplier's obligation under the contract, the written order confirmation of the Supplier shall be decisive (incl. e-mail, fax). The order shall be deemed accepted upon the written order confirmation or upon dispatch of the goods.
2. The Purchaser may not transfer his contractual rights to third parties without the prior written consent of the Supplier.
3. Product samples are considered as non-binding illustrative pieces and for demonstration purposes only. Unless otherwise agreed between the parties in writing (incl. e-mail, fax), all deliveries shall be made based on the technical data sheet of the respective product valid at the time of the conclusion of the contract. The same shall apply in the event of product modifications according to the Purchaser's specifications, considering deviating and/or supplementary information in the data sheet.
4. In the event of product modifications according to the Purchaser's specifications, any drawing and documents provided by the Purchaser shall remain the property of the Purchaser. However, the Supplier shall be entitled to make the drawings and documents provided by the Purchaser available to third parties (in particular manufacturers) if this is necessary for the performance of the Supplier's obligations in the contract. Furthermore, the Supplier may store any data electronically provided by Purchaser within the scope of his standard data backup system.

III. Prices and Payment Terms

1. Unless otherwise agreed, the Supplier's prices stated in the order confirmation or invoice (in case no order confirmation has been sent) shall apply. The prices are made in the currency as stated in the order confirmation or invoice and are "EXW/European central warehouse ECOMAL Kirchzarten" INCOTERMS® 2020) excluding VAT, any insurance, transport and packaging costs and any other taxes or duties.
2. Invoices are payable in the currency as indicated in the invoice within thirty (30) calendar days after the date of the invoice. The date of receipt of payment shall be decisive. Any discounts granted to the Purchaser shall only apply subject to the timely payment of the Purchaser.
3. The Supplier shall be entitled at any time to make its deliveries/services dependent on concurrent payment by Purchaser ("matching payment with delivery").
4. If the Purchaser fails to meet the payment deadline, the Purchaser shall be in default without the need for a reminder from the Supplier. During the time of default, interest shall be charged on the purchase price at the interest rate pursuant to the Belgian Act of 2 August 2002 combating late payment in commercial transactions. The Supplier shall further be entitled to payment of a lump sum by Purchaser in accordance with article 6 of the Belgian Act of 2 August 2002 combating late payment interests in commercial transactions. The Supplier reserves the right to claim further damages caused by default.
5. The Purchaser shall only be entitled to set-off any claim from the Purchaser to the Supplier against a claim from the Supplier under this contract if these counterclaims from the Purchaser are undisputed, have become final and absolute, and if they are subject to reciprocity with the Supplier's claims.

IV. Retention of Title

1. The Supplier reserves title to all deliveries ("Reserved Goods") until full fulfilment of all current and future claims from the entire business relationship with the Purchaser (current account reservation). The retention of title shall also apply to replacement or exchange parts, unless those parts become essential parts of another good.
2. The Purchaser shall carefully store the Reserved Goods at his own expense, maintain and repair them and insure them against fire, water damage, burglary and theft.
3. During the period of retention of title, the Purchaser is not entitled to pledge the Reserved Goods or assign them as security. However, the Purchaser shall be entitled to sell the Reserved Goods in the ordinary course of business as long as the Purchaser is not in default of payment. The Purchaser hereby already assigns the accounts receivable that arise out of the re-sale or for any other legal reason (in particular but without limitation any transfer of title to the end customer, any insurance case or any tortious act) concerning the Reserved Goods to Supplier in full as security – in the case of co-ownership of the Reserved Goods pro rata according to the co-ownership share, without the need for any special declaration. The Supplier accepts said assignment. In the event of resale of the Reserved Goods together with other items, without having agreed on an individual price for the different items with the Purchaser's customer, the Purchaser shall assign the Supplier such part of the total price agreed with the customer, which corresponds to the price of the Reserved Goods.

4. The Supplier revocably authorizes the Purchaser to collect the claims assigned to the Supplier for its account in its own name. If the Purchaser acts in breach of the contract – in particular if he is in default of payment – the Supplier may request the Purchaser to disclose the assignment and to provide the Supplier with the information and documents necessary for the collection of the claim.
5. The Purchaser may process, rework or combine the Reserved Goods with other items; such processing, reworking or combining shall be carried out on behalf of the Supplier. In this case, the Supplier shall acquire a co-ownership share of the new item in the ratio of the value of the Reserved Goods (invoice value) to the value of the new item. Should the Purchaser acquire sole ownership of the new item, the Purchaser shall transfer to the Supplier co-ownership in the ratio of the value of the Reserved Goods (invoice value) to the value of the new item generated from processing, reworking or combination.
6. The Purchaser shall store the new item free of charge for the Supplier with the due care of a businessman with regard to the Supplier's co-ownership share. The processed, reworked or combined goods shall be deemed as Reserved Goods.
7. If the Reserved Goods are resold as a component of a new item, the advance assignment agreed pursuant to Sec. 3 of this Article IV shall apply only to the amount of the invoice value of the Reserved Goods. The share of the claim assigned to the Supplier shall be settled with priority over claims of the Purchaser. With regard to the authorization of the Purchaser to collect assigned claims and the conditions for the revocation thereof, Sec. 4 of this Article IV shall apply accordingly.
8. In the event of seizure, confiscation or other dispositions by third parties with regard to the Reserved Goods, the Purchaser shall notify the Supplier without undue delay. In case of breach of the contract by Purchaser, in particular if the Purchaser is in default of payment, the Supplier is entitled, after setting a reasonable deadline, to demand the return of the Reserved Goods at the expense of the Purchaser. The Purchaser is obliged to return the Reserved Goods. Subject to a prior notification, the Supplier shall be entitled to use the Reserved Goods (e.g. to sell them) and to offset the proceeds thereof against the outstanding payments.

V. Terms of Delivery and Delay, Documentation of Transport Damage

1. Delivery shall be made EXW European central warehouse ECOMAL Kirchzarten, Germany (INCOTERMS® 2020) excluding packaging. If another delivery destination or condition is agreed, such delivery shall be based on INCOTERMS® 2020 as well.
2. Unless expressly stated in writing as binding, delivery dates indicated by Supplier are not binding.
3. If delivery dates are stated in writing as binding, compliance by Supplier with any such binding delivery dates shall be subject to the timely receipt of all documents to be provided by the Purchaser, including but not limited to approvals and permits required (e.g. approvals of technical drawings and plans), as well as Purchaser's compliance with the agreed payment terms and other obligations of the Purchaser under the contract. Otherwise, the binding delivery date shall be extended accordingly.
4. If, after conclusion of the contract, the Purchaser requests a later delivery date than originally agreed upon by the parties, invoices and payment shall be made as if the delivery was carried out on time on the original delivery date.
5. Partial deliveries are permissible if the partial delivery can be used by the Purchaser within the scope of the contractual purpose, the delivery of the remaining ordered goods is ensured, and the Purchaser incurs no significant additional expenses or additional costs.
6. In case of delay in delivery for reasons for which the Purchaser is responsible, the delivery date shall be considered as met if the Supplier has notified the Purchaser within the agreed deadline that the goods to be delivered are ready for dispatch.
7. The Supplier is not liable for impossibility of delivery or delays in delivery, as far as they are due to force majeure (e.g. natural disasters, war, riots, epidemics, pandemics) or other unforeseeable events at the time of conclusion of the contract (e.g. breakdowns of all kinds (incl. unavailability of the IT system e.g. due to hacker attacks, viruses), delays in transport, strikes, legitimate lockouts, lack of manpower, energy or raw materials, difficulties in obtaining necessary regulatory approvals (incl. licenses), regulatory action or the lack of incorrect or untimely supply from upstream suppliers) which the Supplier is not responsible for. If such events make the delivery or service significantly more difficult or impossible for the Supplier and cannot be foreseen that the Supplier can provide its services within a reasonable period – at the latest within 2 months – the Supplier is entitled to cancel delivery, without the Purchaser being entitled to any compensation whatsoever. In the case of obstacles of a temporary duration, the delivery or service periods shall be extended, or the delivery or service dates shall be postponed by the period of the hindrance plus a reasonable ramp-up period, without the Purchaser being entitled to any compensation whatsoever.
8. If dispatch or delivery of the goods is delayed at the Purchaser's request, the Supplier is entitled to charge warehouse fees in the amount of 0.5% of the invoice amount per calendar week, but not more than 5%, beginning one month after notification of readiness for dispatch. The Supplier shall reserve the right to prove higher damages.
9. The Purchaser is obliged to collect the goods on the agreed collection date, or alternatively within seven (7) calendar days after notification of readiness for collection by the Supplier.
10. The Purchaser is obliged to inform the Supplier of any externally visible damage to the goods or packaging (especially transportation damage) in writing within five (5) calendar days following the date of the collection of the goods as specified in section 9 of article V.

11. If no externally visible damages to the goods or packaging have been notified within five (5) calendar days following the date of the collection of the goods as specified in section 9 of article V, the Purchaser is deemed to have accepted the goods and can no longer submit any claim to the Supplier for non-conformity based on article 1604 of the (old) Belgian Civil Code.
12. In the event of externally visible damage to the goods or packaging (especially transportation damage), the Purchaser shall ensure that the damage is documented (in particular by taking pictures of the damaged packaging or good) and, if applicable, that the damage is noted on the receipt of the freight service provider.
13. If the Purchaser is in default of collecting the goods or if the Purchaser negligently or intentionally breaches other obligations that result in a delay of the delivery, the Supplier shall be entitled to claim liquidated damages in the amount of 0.5% of the invoiced amount per calendar week, but no more than 5% of the invoiced amount, beginning at delivery date or – in the absence of a delivery date – after the Supplier has notified the Purchaser that the goods are ready for dispatch. The Supplier shall reserve the right to prove higher damages.

VI. Warranty

1. If the delivered goods prove to be defective, the Supplier shall be entitled to remedy the defects by rectifying the defect or providing replacement or respectively by providing defect free services (supplementary performance). The expenses required for the purpose of supplementary performance, in particular transport, labor and material costs, are borne by the Supplier; this, however, does not apply if the costs increase because the item delivered is located in a place other than the place of intended use.
2. For the purpose of supplementary performance, the Purchaser shall grant the Supplier the time and opportunity reasonably required.
3. The Supplier is entitled to make the supplementary performance owed by the Supplier dependent on the Purchaser paying the due purchase price.
4. If the Purchaser's notification of defects proves to be unjustified, the Supplier shall be entitled to demand reimbursement from the Purchaser for the expenses incurred.
5. At the Supplier's request, the Purchaser shall return the rejected good – if possible including the original packaging – to the Seller free of charge or store the rejected good free of charge for possible inspection by an expert. In the event of a justified notification of defects, the Supplier shall reimburse the costs of the most favorable shipping route or the customary storage costs; this shall not apply if the storage and/or delivery costs increase because the delivered good is located at a place other than the place of intended use.
6. If the defect is based on a defect of a third-party product, the Supplier is entitled to assign its warranty claims against its supplier to the Purchaser.
7. The Purchaser shall inform the Supplier without delay if the assigned claims are asserted in court and shall obtain the prior consent of the Supplier for all settlement agreements concerning the assigned claims.
8. The warranty shall not apply if the Purchaser changes the delivered goods, or has it altered by third parties without consent of the Supplier and as a result the repair of the defect becomes impossible or unreasonably more difficult. In any case, the Purchaser shall bear the additional costs of remedying the defect incurred by the change.

VII. Liability for Defects, Statute of Limitations

1. The Supplier shall be liable in accordance with the statutory provisions for any negligent or intentional breach of material contractual obligations by the Supplier, i.e. contractual obligations, the performance of which characterize the contract, which are necessary for its proper performance and which the contracting party may regularly rely on being complied with. For all other breaches of contract, the Supplier shall only be liable if damage has been caused intentionally or through gross negligence by one of its legal representatives, an employee or another vicarious agent.
2. The Supplier's liability under this contract shall in any case be limited to the amount invoiced and paid for the concerned delivered goods.
3. Claims for damages against the Supplier for breaches of duty are excluded.
4. Insofar as the liability of the Supplier is excluded and limited, this also applies to the personal liability of the Supplier's legal representatives, employees and other vicarious agents.
5. The limitation period for judicial claims through a writ of summons (*dagvaarding* or *citation*) for defects according to article V of this contract and article 1648 of the (old) Belgian Civil Code is 12 months and starts from the date of delivery.
6. Claims for damages shall only persist under the provisions in Article VII. Further claims for damages of the Purchaser against the Supplier due to a defect are excluded.

VIII. Intellectual Property Rights

1. Insofar as the Purchaser provides specifications for deliveries and services, the Purchaser shall ensure that the goods, insofar as the Supplier delivers them in accordance with the Purchaser's specifications, do not infringe third-party rights.
2. In all other respects, the following shall apply: If a third party asserts a justified claim against the Purchaser based on an infringement of third-party intellectual property rights by deliveries made by the Supplier and used by the Purchaser in accordance with the contract as confirmed by a decision of a national court which is final and not subject to further appeal, the Supplier shall be liable to the Purchaser within the warranty period (Article VII Sec. 5) as follows:

- a) The Supplier shall, at its own discretion, obtain a right of use for the respective delivery item or modify or replace it in such a way that no third-party rights are infringed anymore, and the delivery item continues to fulfill its contractually agreed functions. However, if this is not possible for the Supplier with reasonable effort, the Purchaser shall be entitled to cancel the purchase or to demand a reduction of the purchase price in accordance with the statutory provisions.
 - b) The Supplier's obligation to pay compensation for damages shall be subject to the provisions of Article VII.
 - c) The aforementioned obligations of the Supplier shall only apply if and to the extent the Purchaser does not acknowledge a breach to a third party without the prior express consent of the Supplier and the Supplier retains the right to take all defense measures and negotiate a settlement, or in case of a final judgement.
3. Claims of the Purchaser are excluded to the extent he is responsible for the infringement of the third-party intellectual property rights.
 4. Claims of the Purchaser shall also be excluded if the infringement of the third-party intellectual property rights was caused:
 - a) by an application or use of the respective good not foreseeable for the Supplier or not agreed by the parties or
 - b) by the Purchaser modifying the delivered good or using it together with products that were not delivered by the Supplier, unless the Supplier has agreed in advance.
 5. In case of infringements of the third-party intellectual property rights, the provisions of Article VI Sec. 3 to 6 shall apply accordingly to the Purchaser's claims pursuant to Sec. 2 a) of this Article VIII.
 6. The Purchaser shall inform the Supplier without undue delay in writing (incl. e-mail, fax) as soon as claims regarding the infringement of third-party rights are asserted against the Purchaser.

IX. Export Control

1. The Supplier does not sell its products to countries for which the EU or the USA have issued an embargo. Therefore, if, after the conclusion of the contract, it turns out that the Purchaser resides or is based in a country for which an embargo is issued or intends to make a further delivery to such country, the Supplier is entitled to immediately terminate the contract without the Purchaser being entitled to any compensation whatsoever.
2. The Supplier is part of a US group of companies. As such, the Supplier verifies whether and to what extent a transaction with the Purchaser is permissible or subject to approval under US sanctions law (to the extent applicable to the Supplier).
3. The Purchaser acknowledges that the products of the Supplier are partly manufactured in the USA and may be subject to export restrictions of the USA. In the event of a resale, the Purchaser shall ensure that, in addition to European restrictions, these restrictions are also complied with and shall also impose this obligation on its purchaser.

X. Confidentiality

1. The Purchaser is obliged to keep all information that becomes known in connection with the performance of the contract as confidential, neither to use it for his own or third parties' purposes outside of this contract nor to make it available or disclose it to third parties. This obligation applies for the duration of this contractual relationship as well as for a period of seven (7) years after its date of termination, i.e. the date of the payment of the last delivery by the Supplier under this contract. The Purchaser shall impose this obligation of confidentiality, including the prohibition of use, on his employees and other representatives and agents. Further confidentiality obligations of any confidentiality agreement or development contract concluded between the parties shall remain unaffected.
2. The obligation to maintain confidentiality and the prohibition of use shall not apply if and to the extent that the information (i) was already known to the Purchaser before disclosure by the Supplier, (ii) is, at the date of conclusion of the contract, generally available or will thereafter be made generally available, (iii) is made available to the Purchaser from a third party lawfully entitled to do so or (iv) is required to be disclosed to any authorities for the purposes of the contract, or to a court, or on the basis of any statutory obligations, provided that, if legally permissible, the Purchaser first gives prompt notice to the Supplier to permit him to oppose such requirement prior to disclosure. Title 8/1 of Book XI of the Belgian Code of Economic Law regarding the protection of trade secrets remains unaffected.

XI. Data Protection

The Supplier complies with the applicable provisions of the data protection law. Further information is available at <https://www.ecomal.com/en/information/data-privacy/>. If and to the extent that the Supplier would act as a processor of personal data on behalf of the Purchaser, the parties will enter into a data processing agreement.

XII. Severability

1. If any provision of the contract or any provision subsequently added to the contract is or becomes invalid or void in whole or in part, or if the contract contains any omission, the validity of the remaining provisions shall not be affected thereby.
2. The parties shall agree on a valid substitute provision that comes as close as possible in meaning and effectiveness to the original provision.

XIII. Jurisdiction, Applicable Law

1. The sole place of jurisdiction for all disputes derived directly or indirectly from the contract between the parties shall be the registered seat of the Supplier, being the courts of Mechelen in Antwerp (Belgium). The Supplier is also entitled to assert its claims at the general place of jurisdiction of the Purchaser.
2. These General Terms and Conditions for Deliveries and contractual relations between the Supplier and the Purchaser shall be subject to the laws of Belgium without regard to its conflict of laws rules. The United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods (CISG) does not apply.

May 2021